



## **ASIE/INDE - Coup de massue du gouvernement à l'encontre de la société civile : « blocage » de l'ONG catholique Cordaid**

New Delhi (Agence Fides) – Le gouvernement indien « fait usage de la massue à l'encontre de la société civile » : c'est ce que déclare à l'Agence Fides John Dayal, laïc catholique, intellectuel et essayiste, responsable de la All India Catholic Union et collaborateur de la Commission Justice et Paix de la Conférence épiscopale d'Inde. Après avoir d'ores et déjà révoqué 4.300 licences d'autant d'ONG, le gouvernement fédéral indien prend pour cible les organisations de pays européens et des Etats-Unis. Le gouvernement – remarque Dayal – « semble vouloir suffoquer les voix critiques provenant de la société civile et qui s'élèvent sur des questions telles que la torture, la liberté religieuse, la peine de mort, les exercices militaires dans le nord-est du pays ».

L'arme préférée du gouvernement est « la menace d'annuler la licence qui permet aux ONG, et en particulier aux groupes religieux de tous les credo, de mener leurs projets grâce aux aides financières étrangères ».

Les principaux destinataires de donations et de projets de développement gérés par les églises, les groupes catholiques et protestants, les associations et les ONG sont en grande partie les communautés pauvres et marginalisées, les populations tribales et les dalits. Les ONG dépendent de fonds étrangers pour mener à bien leurs activités humanitaires et de coopération, en grande partie dans les secteurs de l'instruction et de la santé. Or, indique Dayal, le gouvernement de l'Union indienne a émis des ordonnances qui « de facto empêchent le financement provenant de certaines agences européennes et américaines ». Aux groupes indiens, il a été dit qu'ils doivent obtenir une autorisation préalable de la part du Ministère de l'Intérieur, ce qui complique et retarde fortement les procédures. Parmi les organismes « bloqués », se trouve Cordaid, organisation catholique néerlandaise, coupable d'avoir versé des fonds à un certain nombre d'ONG indiennes qui réclament l'abrogation de la Loi sur les pouvoirs spéciaux des forces armées, responsables de violations des droits humains au Kashmir et dans le nord-est de l'Inde. Cordaid a également financé la campagne contre la corruption de l'activiste local Anna Hazare. Cette mesure a créé la panique parmi les ONG qui risquent la faillite. Parmi elles, se trouvent également les ONG oeuvrant en faveur de la réhabilitation des victimes et des évacués des violences antichrétiennes en Orissa.

Le gouvernement indien justifie de tels actes au nom de la transparence et de la « sécurité nationale ». Mais, selon les experts, « il n'existe pas de réelles craintes en matière de criminalité ou d'infiltrations terroristes ». La mesure, conclut Dayal, est en revanche une forme de pression sur les organisations de la société civile, ainsi qu'une « concession à la droite hindouiste qui accuse l'Occident de financer les conversions au Christianisme ».

Parmi les plus de 2 millions d'ONG existant en Inde, celles enregistrées au niveau fédéral sont au nombre de 38.436 dont 21.508 reçoivent des contributions de l'étranger. (PA) (Agence Fides 30/10/2012)